

## SOUAZILAND

*Le Souaziland est situé en Afrique du Sud et s'étend sur la zone est des hauts plateaux sudafricains, donnant sur l'océan. Il a une superficie de 17.363 km<sup>2</sup> et, d'après une estimation de juin 1969, sa population est de 410.000 habitants. Ancien protectorat britannique il est indépendant depuis le 6 septembre 1968 mais fait partie du Commonwealth. Son économie est basée sur l'exportation (fer, amiante, bovins, bois) qui représente le double de ses importations.*

### SYSTÈME BANCAIRE

De même que les deux autres anciens protectorats britanniques Botswana et Lesotho, le Souaziland est sous la dépendance de la République Sud africaine du point de vue économique. Cependant, bien qu'il soit le plus petit des trois territoires sus-mentionnés, il en est le plus riche. On y trouve, à la fois, un sol assez fertile et des ressources minières assez bonnes. Une fois indépendant le pays est resté dans le cadre de l'accord monétaire et douanier des Pays de l'Afrique du Sud. La monnaie en circulation se trouve donc à être, comme dans les autres Pays de la zone rand, le rand sudafricain, émis par la *Reserve Bank* de la République Sudafricaine (1).

---

(1) Pour la zone du rand voir le chapitre sur le Botswana.

Le Souaziland ne possède pas de banque centrale. Son système bancaire est composé de filiales des deux banques anglaises d'outre-mer les plus importantes, et d'une banque locale. La *Barclays Bank D.C.O.* et la *Standard Bank of S.A.* ont, respectivement, trois et deux filiales dans les centres urbains les plus importants et un certain nombre d'agences dans les zones rurales.

La *Swaziland Credit and Savings Bank* — institut indigène — a été créée en 1965 comme caisse d'épargne avec, comme fin principale, le financement des activités agricoles et l'acquisition d'habitations à bon marché. Son capital a été financé à l'aide des fonds de développement du Commonwealth et des Etats-Unis d'Amérique. Cette Banque est dirigée par un Conseil d'administration composé d'un président et de six autres membres, ils sont tous désignés par le Ministre des Finances, du Commerce et de l'Industrie. A son tour, le Conseil nomme vice-président un de ses membres, et ce dernier assume tous les pouvoirs relevant de la compétence du président au cas où celui-ci serait absent. En outre, le Conseil désigne un directeur qui est le chef des bureaux chargés de l'exécutif.

L'objectif poursuivi par la Banque est la collecte de l'épargne pour la destiner à l'octroi de prêts ayant les fins suivantes:

- 1) développer, acquérir, conserver et bonifier les terres, et les dégrever des obligations prises à leur endroit;
- 2) rembourser des hypothèques antérieures grevant le fonds;
- 3) rémunérer le personnel agricole employé et acheter les machines nécessaires à l'exploitation du fonds, à l'irrigation et à la culture des terres, à la moisson et à la commercialisation de la récolte;
- 4) acheter de l'équipement, du cheptel mort et vif, des engrais et des fertilisants;

- 5) construire et réparer les bâtiments d'exploitation;
- 6) financer toutes activités: commerciale ou industrielle;
- 7) payer les primes d'assurance sur les bâtiments, les fermes et sur le matériel agricole utilisé pour obtenir les récoltes ou pour des activités commerciales ou industrielles.

Il appartient au Conseil d'administration de délibérer à chaque fois, sur les plafonds de chaque prêt, les garanties à exiger, la durée du prêt, le taux d'intérêt à appliquer. Le taux délibéré, cependant, ne pourra jamais être inférieur à un taux minimum fixé par le Ministre des Finances, du Commerce et de l'Industrie, et publié au bulletin officiel.

La *Swaziland Credit and Savings Bank* a repris les activités exercées auparavant par la caisse d'épargne postale de la République sudafricaine, et elle collecte l'épargne soit à l'aide des bureaux de poste, soit par l'intermédiaire de ses propres agences. L'épargne collectée bénéficie de la garantie de l'Etat, ce dernier, en cas de non-exécution de son contrat de la part de la banque, s'engage à pourvoir au remboursement par l'intermédiaire du Fonds consolidé du Souaziland.

Le statut de la Caisse prévoit que 50% des fonds collectés doivent être employés en valeurs mobilières ou déposés dans d'autres banques ou caisses communales, tandis que les 50% restant peuvent être librement utilisés pour l'octroi de prêts à la construction d'habitations à bon marché ou de prêts finançant les activités des petits cultivateurs.

En collaboration avec la *Swaziland Credit and Savings Bank*, le gouvernement a créé récemment la *Small Enterprises Development Company*, qui se propose de financer les petites industries en participant à leur capital actionnaire.



## SOUDAN

*Le Soudan est formé par une vaste plaine que traverse le Nil, il est situé au nord-est du continent africain. Il est constitué en grande partie par un désert et couvre 2.505.813 km<sup>2</sup>; d'après une estimation de juin 1969, sa population compte 15.186.000 habitants. Le Soudan est indépendant depuis le 1er janvier 1956. C'est l'un des premiers producteurs de coton en Afrique et ses ressources sont bonnes en ce qui concerne l'élevage (12 millions de bovins et autant d'ovins) et moyennes pour les minerais.*

### ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

On créa le *Currency Board* en 1956 au Soudan, cet organisme d'Etat avait pour mission d'émettre la nouvelle monnaie soudanaise et d'en régler la circulation au cours de la période transitoire lorsque prit fin l'administration de la monnaie sous la domination anglo-égyptienne et que la Banque centrale du Soudan fut créée.

La première émission de la monnaie soudanaise, couverte par un fonds constitué à raison de 50% de bons du Trésor perpétuels et de 50% en activités sterlings versées par le gouvernement, fut destinée à remplacer l'ancienne masse circulante. Pour mener à bien cette opération on eut recours à l'organisation de la filiale de la *National Bank of Egypt* à Kartoum.

Au cours des trois années d'existence de ce Département de la Monnaie dont la direction comptait des représentants du Soudan, de l'Egypte, de la Grande Bretagne et de la Suède, on prépara les instruments nécessaires à la constitution et à la mise en train de la banque centrale: le personnel destiné à la banque reçut une formation professionnelle adéquate et des études statistiques et économiques furent entreprises en vue de déterminer les tâches concrètes que devrait assumer la nouvelle banque.

La Banque centrale, désignée sous le nom de *Bank of Sudan*, fut créée en 1959 et reprit les activités et passivités du Département monétaire et de la filiale de la *National Bank of Egypt* à Kartoum, ces deux organismes cessèrent alors leur activité. Dès sa fondation la Banque centrale eut pour mission de gérer les réserves or et de servir d'office des changes.

Le Soudan se considéra comme un membre de fait de la zone sterling. La monnaie qu'il adopta fut la sterling soudanaise, divisée en cent piastres, chacune de ces dernières valant dix millièmes. On fixa la parité de la sterling soudanaise à 2,55187 grammes d'or fin, soit 2,872 dollars des Etats-Unis. La parité avec la livre sterling en 1970 est de 83,58 sterlings soudanaises pour 100 livres sterling anglaises.

#### ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La *Bank of Sudan* est un organisme public au capital d'un million et demi de sterlings soudanaises, entièrement versé par l'Etat. Conformément aux termes de son statut cette banque a constitué un fonds de réserve générale dont le montant est égal à son capital de dotation.

La responsabilité de l'adoption de la politique de la Banque et de la direction de ses affaires générales est confiée à un Conseil

d'administration composé du Gouverneur, du sous-gouverneur et des présidents des banques commerciales nationalisées (1). Le Gouverneur ou, en son absence, le sous-gouverneur, est chargé de la direction des affaires courantes et il est habilité à agir au nom et pour le compte de la Banque. Il peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs au sous-gouverneur, ou à d'autres fonctionnaires, mais il reste seul responsable vis-à-vis du Conseil d'administration de toute décision prise, ou de toute action effectuée, par ses délégués.

La compétence et l'expérience du Gouverneur et du sous-gouverneur doivent être indiscutables. Ils sont désignés par le Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances; leur mandat est de cinq années, ils sont rééligibles. Ils doivent remplir leur charge à plein temps, et ne peuvent donc accepter aucune autre fonction ou emploi, rémunéré, ou non. Cependant, une mesure prise par le Ministre des Finances peut les autoriser à accepter une des charges suivantes: a) membres de conseils ou de commissions nommés par le gouvernement; b) administrateurs, à n'importe quel échelon, de banques internationales, ou d'organisations monétaires internationales créées avec l'approbation du gouvernement ou sur la base de conventions signées par le gouvernement; c) administrateurs de n'importe quel institut dans lequel la Banque possède des participations.

Le Gouverneur et, en son absence, le sous-gouverneur, préside les réunions du Conseil d'administration. Ce dernier se réunit à chaque fois que les circonstances l'exigent, mais en tous cas une fois par mois au moins. A chacune des réunions le *quorum* com-

---

(1) La composition du Conseil d'administration a été ainsi modifiée après l'approbation de la loi nationalisant les banques commerciales. Auparavant ce Conseil comprenait le Gouverneur, le sous-gouverneur, et cinq Conseillers.

prend la moitié des conseillers, et les décisions sont adoptées à la simple majorité des conseillers présents. Faute de majorité, la voix du Président l'emporte.

Avec l'approbation du Conseil des Ministres et après avoir consulté le Conseil d'administration, le Ministre des Finances peut donner à la Banque des directives de caractère général, soit pour la mise en oeuvre de la gestion ordinaire de la banque soit pour effectuer des opérations considérées d'un intérêt considérable pour le pays. Ces directives ont un caractère d'obligation et le Conseil d'administration est tenu de les faire exécuter.

#### RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

Les fins principales de la Banque du Soudan sont: régler l'émission des billets et monnaies, promouvoir et contrôler l'expansion du système monétaire et de celui du crédit; coordonner la politique monétaire et celle du crédit avec les exigences du développement économique du Pays; maintenir la stabilité de la valeur de la monnaie tant à l'intérieur du Pays qu'à l'extérieur.

A cet effet, la Banque centrale est seule habilitée à émettre et à frapper la monnaie. Les billets émis par elle ont pouvoir libératoire pour tous les paiements, quel qu'en soit le montant, effectués au Soudan. Les monnaies divisionnaires ont pouvoir libératoire pour les paiements dont le montant n'excède pas deux livres sterling soudanaises.

La Banque doit avoir une réserve dont le montant ne peut être inférieur à sept millions de sterlings soudanaises pour représenter la monnaie circulante, cette réserve se compose de: or, devises étrangères, effets commerciaux et lettres de change émises en valeurs étrangères et payables sur n'importe quelle place hors du Soudan, bons du Trésor ou autres titres émis ou garantis par

des gouvernements étrangers ou des instituts financiers internationaux à condition que le Conseil d'administration les aient expressément acceptés.

La Banque du Soudan a la faculté, si nécessaire, et avec l'accord du Conseil des Ministres, de réduire le montant de cette réserve pendant une première période ne dépassant pas six mois, et il lui est possible de prolonger à chaque fois cette période pour une durée qui, par la suite, ne peut jamais être de plus de trois mois.

#### RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ETAT

La Banque du Soudan est à la fois le banquier et l'agent financier de l'Etat. Elle effectue toutes les opérations de trésorerie sans recevoir aucune rémunération pour ces services; d'autre part, elle ne verse aucun intérêt sur les fonds de l'Etat. Ce dernier décide, de commun accord avec la Banque, du montant et des conditions de l'émission des bons du Trésor. La Banque se charge de l'exécution matérielle des opérations d'émission et de la gestion de la dette publique. Elle peut consentir à l'Etat des avances temporaires pour des sommes dont le montant global ne peut excéder 15% des recettes prévues pour l'année financière au cours de laquelle ces avances sont faites. Le taux de telles avances est fixé à chaque fois et leur remboursement doit avoir lieu dans les six mois qui suivent la clôture de l'année financière.

La Banque est également le trésorier des administrations locales et des instituts publics, elle peut, avec l'approbation du Ministre des Finances, consentir à ces organismes des avances monétaires ou des ouvertures de crédit.

La Banque centrale a, en outre, la faculté d'acheter et de vendre des titres émis par l'Etat qu'ils soient déjà offerts au public,

ou qu'ils fassent partie d'une émission en cours de souscription publique au moment de l'achat. Le montant global de titres détenus par la Banque ne doit pas excéder la moitié du capital versé et de la réserve générale. Sont exclus de ce compte les bons du Trésor perpétuels transférés à la Banque centrale par le *Sudan Currency Board*.

### POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

La Banque a été autorisée à effectuer n'importe quelle opération bancaire autre que celles expressément interdites par son statut, ou ne correspondant pas à sa nature de banque centrale. Elle peut ordonner des paiements à vue et effectuer tout genre de remise d'argent payable dans ses bureaux ou aux guichets de ses agents et correspondants. La Banque peut, en particulier:

1) avec l'agrément préalable du Ministre des finances, ouvrir des comptes, accepter des dépôts et consentir du crédit à des clients autres que ceux expressément désignés dans son statut (l'Etat, les administrations locales, les instituts publics, les banques et autres instituts de crédit). Un octroi éventuel de crédit doit se faire selon une des formes prévues pour les rapports avec les banques;

2) avec l'autorisation du Ministre des finances, souscrire, acheter, posséder et vendre des actions d'entreprises agricoles, industrielles et commerciales dont la promotion soit conforme à l'intérêt de l'économie nationale;

3) ouvrir des comptes et accepter des dépôts improductifs si ces opérations sont faites avec les banques et autres instituts de crédit du Soudan;

4) acheter, escompter et réescompter aux banques des traites commerciales ou des lettres de change tirées ou émises par des entreprises agricoles, industrielles ou commerciales, à condition que

ces documents soient revêtus de deux ou plusieurs signatures de personnes notoirement solvables, et qu'ils viennent à échéance dans les trois mois qui suivent la date de leur acquisition. Si les effets sont destinés au financement d'opérations agricoles saisonnières ou à celui de la commercialisation des récoltes, ils peuvent venir à échéance jusqu'à neuf mois à dater du jour de leur acquisition. Il est prévu, en outre, que la Banque est habilitée, si elle le juge nécessaire, à prolonger les limites sus-indiquées de trois à six mois, et de neuf à 12 mois respectivement;

5) acheter, escompter et réescompter aux banques des bons de jouissance du Gouvernement qui ont été offerts au public et dont l'échéance ne dépasse pas trois mois;

6) consentir aux banques des crédits, avances et découverts de compte pour des périodes de six mois au plus et contre garanties de: a) titres de crédit bancables et bons du Trésor; b) *warrants* ou autres documents représentatifs de la propriété des produits alimentaires ou d'autres biens dûment assurés. La Banque fixe à chaque fois le pourcentage maximum de l'avance pouvant être consenti en rapport avec le prix courant de ces biens; c) bons du Trésor ou autres obligations émises ou garanties par des gouvernements étrangers; obligations émises ou garanties par le gouvernement ou par toute institution habilitée, conformément au statut, à opérer avec la Banque centrale;

7) garantir le passif des banques à condition que la somme globale des garanties en cours, à n'importe quel moment, en ce qui concerne chaque banque individuellement, n'excède pas la valeur des dépôts de caisse effectués par la banque en question en plus de la valeur des biens éventuellement donnés en garantie.

La Banque du Soudan fixe, ou modifie, et en fait part à chaque fois, les taux d'escompte et de réescompte, ainsi que ceux des prêts et des avances; elle est habilitée à fixer des taux différents

pour des catégories de transactions et d'échéances diverses. Elle est autorisée à demander aux banques commerciales de maintenir, dans la forme qu'elle estimera la mieux appropriée, des réserves proportionnelles à des pourcentages fixés à l'avance de leur passif exigible à vue et à terme.

Le maximum des réserves obligatoires qui puisse être imposé librement ne doit pas excéder 20% des dépôts; jusqu'à ce plafond le taux de la réserve peut être modifié selon les besoins. On peut aussi fixer des taux de réserve différents pour les dépôts à vue et pour ceux à terme.

La Banque centrale a la faculté d'exiger que tous les dossiers concernant des financements dépassant un montant déterminé soient soumis par les banques commerciales à son approbation préalable. Elle peut, en outre, fixer des plafonds au volume des crédits, avances et escomptes pouvant être accordés par chacune des banques soit dans leur ensemble, soit pour chaque catégorie d'opérations.

Les banques commerciales sont tenues, de leur côté, de présenter à la Banque centrale leur bilan annuel et la position mensuelle des comptes, elles doivent fournir tout renseignement qui leur sera demandé.

Enfin, en tant que dépositaire de la réserve or de l'Etat, la Banque du Soudan peut:

a) acheter, vendre, posséder ou prendre en garde, pour le compte de tiers: de l'or sous forme de monnaie ou en lingots, d'autres métaux précieux, des devises étrangères, des bons du Trésor ou autres titres émis ou garantis par les gouvernements étrangers ou les instituts financiers internationaux;

b) nommer des agents et des correspondants à l'étranger et avoir avec eux des comptes courants;

c) agir comme agent ou correspondant de banques étrangères, de gouvernements, d'organismes gouvernementaux et d'institutions financières internationales, en ouvrant et maintenant avec eux des comptes de correspondant;

d) octroyer des prêts à court terme à des gouvernements étrangers ou des instituts financiers internationaux, ou recevoir des prêts à court terme de ceux-ci;

e) fixer le prix quotidien de l'achat et de la vente des devises étrangères en prenant soin de faire évoluer ce prix dans les limites permises par les engagements pris lorsque le gouvernement est devenu membre du Fonds monétaire international.

#### SYSTÈME BANCAIRE

Le système bancaire soudanais a été développé surtout par l'intermédiaire de filiales de banques étrangères (ce n'est qu'au cours des toutes dernières années qu'il s'est enrichi de deux banques, une dont le capital est entièrement soudanais et une à capital mixte). Au début de la décennie 1970-1980 il semble que sa structure se caractérise par: la prédominance des capitaux étrangers, la répartition inégale des guichets sur le territoire, la faible contribution à l'expansion économique du Pays, l'absence d'un contrôle effectif de la part de la Banque centrale.

Après la révolution de 1969, le gouvernement de la République démocratique a considéré qu'un tel système était inadéquat et ne pouvait fournir le soutien nécessaire à l'exécution des travaux prévus au plan quinquennal de développement (1970-1971 - 1974-1975) et c'est pourquoi il a nationalisé le système bancaire le 1er mai 1970.

Avant 1969 sept banques commerciales qui possédaient 62 filiales opéraient au Soudan. Pour le moment, même après la natio-

nalisation, l'activité de ces banques a subi de légères modifications. Une commission a été créée au sein de la Banque centrale en vue d'étudier la restructuration du système afin de le rendre mieux adapté à fournir sa contribution à la réalisation des plans de développement de l'économie du Pays. Un domaine d'activités spécifique a déjà été assigné à certaines banques, et la raison sociale des sept banques en opération dans le pays a été changée, elles sont aujourd'hui désignées comme suit: *State Bank for Foreign Trade* (ancienne *Barclays Bank D.C.O.*) spécialisée dans le commerce avec l'extérieur; *Omdurman National Bank* (ancienne *National and Grindlays Bank*) avec une mission de banque commerciale; *Juba Commercial Bank* (autrefois: *Commercial Bank of Ethiopia*) banque pour le développement de la région méridionale et les relations avec les Pays d'Afrique; *People's Cooperative Bank* (ex *Bank Misr*) pour le financement des activités mutualistes; *Nilein Bank* (nom inchangé) ayant une mission de banque commerciale; *Sudan Commercial Bank* (nom inchangé) banque commerciale; *Red Sea Commercial Bank* (*Arab Bank*) banque commerciale.

Les autres instituts de crédit opérant dans le Pays sont: la *Sudanese Estate Bank*; la *Agricultural Bank of Sudan*; la *Industrial Bank of Sudan*; la Caisse d'épargne postale.

La *Sudanese Estate Bank*, fondée en 1966, au capital de 10 millions de sterlings soudanaises souscrit à raison de 60% par l'Etat et de 40% par la Banque centrale, a pour objet de consentir des prêts aux citoyens soudanais, propriétaires ou locataires d'un terrain, en vue d'y construire de nouvelles habitations ou d'augmenter et moderniser celles déjà existantes. La garantie des prêts est constituée par une hypothèque sur le terrain et les bâtiments, les emprunts sont soumis à des délais de remboursement et à des conditions fixés par la banque. Cette dernière peut, en outre, construire pour son propre compte, et vendre, à des conditions qu'elle

fixera elle-même, des bâtiments à usage commercial ou d'habitation. Elle est habilitée à effectuer des recherches ou des études en vue de réduire le coût de construction des habitations ou du matériel employé. Elle peut, enfin, prendre n'importe quelle initiative qu'elle juge appropriée en vue d'atteindre ses buts institutionnels.

Pour mener à bien ses activités la *Sudanese Estate Bank* peut contracter des emprunts ou collecter des fonds de la manière qui lui convient le mieux. En particulier, elle peut émettre des obligations garanties par l'Etat; elle peut accepter, sans verser d'intérêts, des dépôts libres en compte courant et recevoir, moyennant le paiement d'un intérêt, des dépôts à terme ou à retrait effectué avec préavis. Toutes les ressources disponibles pour octroyer les prêts doivent être destinées: dans la mesure de 65% à des crédits consentis à des personnes économiquement faibles (chaque opération ne pouvant excéder 2000 livres sterling soudanaises); dans la mesure de 30% à des crédits accordés à des personnes ayant un revenu moyen (le plafond de chaque opération étant de 7.000 livres sterling soudanaises); dans la mesure de 5% à des prêts en faveur des personnes ayant de gros revenus (le plafond de ces opérations est de 25.000 livres sterling soudanaises).

La *Agricultural Bank of Sudan* a été constituée en 1957 avec un capital autorisé de 5 millions de livres sterling soudanaises, entièrement versé par l'Etat. La mission de cette banque est de faciliter la promotion et l'expansion de la production agricole, et des activités connexes ou accessoires à celle-ci, sous forme de financements, de biens et services, et en ayant recours à du personnel expert en matière d'agriculture ou connaissant les industries subsidiaires.

Lorsque cette banque octroie des crédits, elle est tenue de:

- 1) donner la préférence aux petits et moyens propriétaires exploitants ainsi qu'aux coopératives;

- 2) prendre des initiatives en vue d'accroître la productivité en fournissant des semences sélectionnées, des insecticides, des fertilisants, etc. et en assurant l'assistance technique voulue;
- 3) aider les producteurs pour toutes les opérations concernant la manipulation, le stockage et la commercialisation des récoltes, ces opérations étant effectuées par des spécialistes et en fournissant des renseignements sur la situation et les tendances des marchés.

Cette banque octroie des prêts de trois types différents: à court terme, ou saisonniers (dont la durée ne dépasse pas 15 mois) pour faire face aux coûts de production et de commercialisation des récoltes; à moyen terme (d'une durée inférieure à cinq ans) pour permettre l'achat de matériel d'exploitation, de cheptel vif et d'installations d'irrigation, pour la consolidation de la propriété, pour la réparation des bâtiments d'exploitation ou l'expansion d'entreprises auxiliaires de l'agriculture; à long terme ou de développement (jusqu'à dix ans au maximum) pour la mise en oeuvre de nouveaux projets de production ou pour l'amélioration des structures d'exploitations déjà existantes.

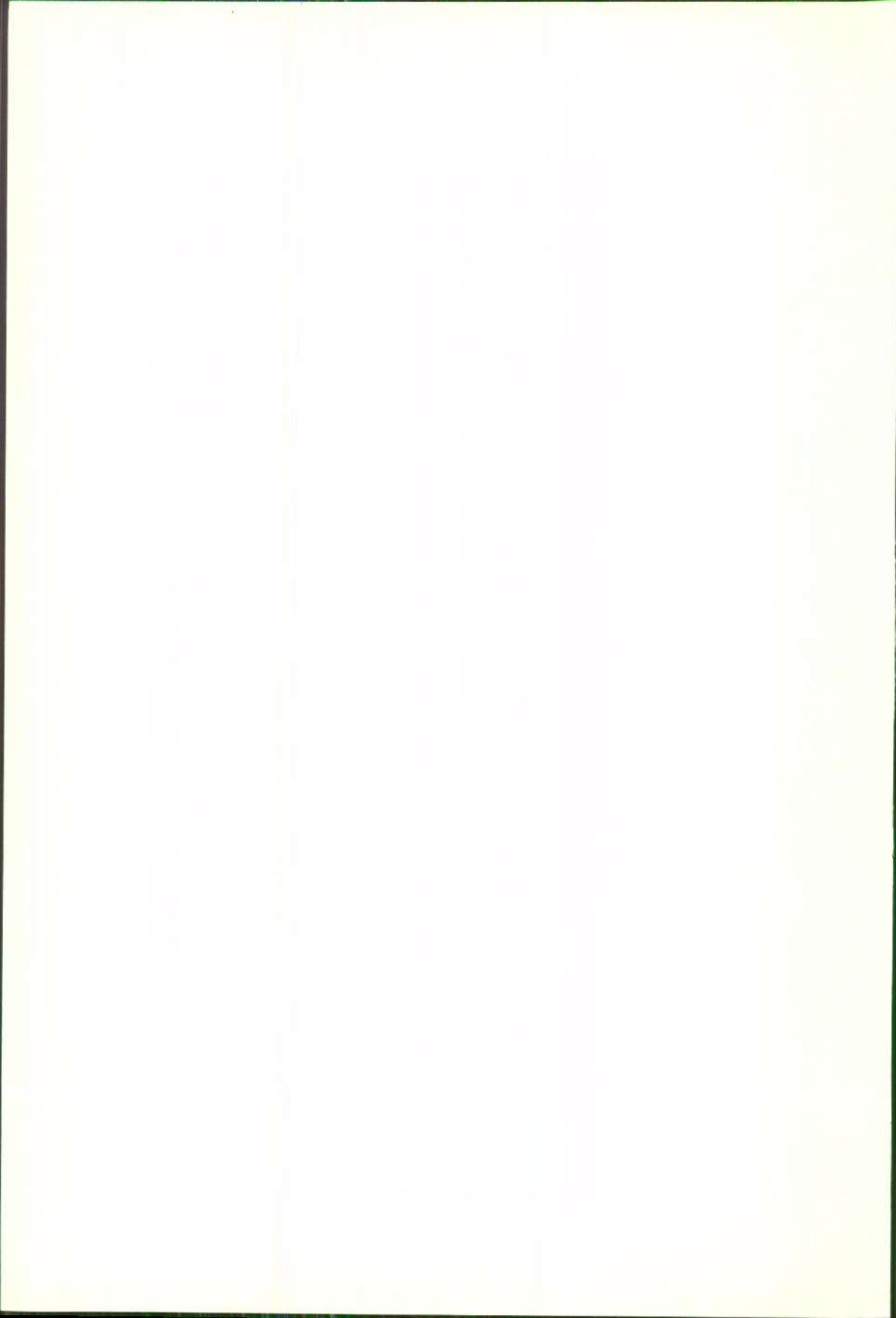
La Banque finance ses activités à l'aide de son capital de dotation et d'avances en compte courant fournies par le Trésor.

La *Industrial Bank of Sudan* a été fondée en 1961. Son capital autorisé est de trois millions de sterlings soudanaises (celui versé en date du 31 décembre 1968 s'élevait à 2,2 millions de sterlings) réparti en trois millions d'actions d'une sterling l'une. Le capital de cette Banque est souscrit par l'Etat, la Banque centrale, par des organismes publics et par des particuliers. Son Conseil d'administration se compose de huit membres, trois d'entre eux sont élus par des actionnaires privés et cinq par l'Etat. L'objectif poursuivi par cette Banque industrielle est de promouvoir la constitution, la

modernisation et l'expansion des industries au Soudan, en encourageant la participation du capital privé.

La Caisse d'épargne postale a été créée en 1913 sur le modèle des caisses d'épargne anglaises. Elle a toujours effectué la collecte d'épargne principalement dans les zones rurales. Elle fait partie du département des postes et télégraphes du Ministère des Communications, et opère en qualité d'agent du Ministre des Finances; comme telle, cette Caisse ne jouit d'aucune autonomie opérationnelle; en fait, elle est considérée comme un élément inséparable de la structure administrative de l'Etat.

Une étude est actuellement en cours pour fonder une caisse d'épargne pilote à Wad Medani avec l'assistance technique de l'Association des caisses d'épargne italiennes.



## TANZANIE

*La Tanzanie est formée par l'union des territoires du Tanganyika et de Zanzibar. Elle englobe une grande partie des hautes plaines de l'Afrique orientale au sud de l'Equateur et donne sur l'Océan Indien. Face à la côte, séparées de la terre ferme par un canal d'environ 50 kilomètres se trouvent les deux îles: Zanzibar et Pemba. La superficie du pays est de 939.694 km<sup>2</sup>, et la population, d'après le recensement de 1967, est de 12.231.342 habitants. Cet Etat s'est constitué le 25 avril 1964 avec l'union du Tanganyika (ancienne colonie britannique, indépendante depuis le 9 décembre 1961) et de Zanzibar (ancien protectorat britannique, indépendant depuis le 10 décembre 1963). La Tanzanie est membre du Commonwealth. L'économie du pays est essentiellement agricole (c'est le plus grand exportateur de sisal dans le monde; la production de café, de coton et d'épices est satisfaisante).*

### ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Au moment où elle s'est formée la République Unie de Tanzanie faisait partie de l'Union douanière et monétaire des Etats de l'Afrique de l'est, instaurée par l'Angleterre dès 1919. La monnaie commune dans les Etats de l'Union (Kenya, Ouganda et Tanzanie) était le shilling d'Afrique de l'Est dont la valeur était la même que celle du shilling anglais. La parité avec la monnaie britan-

nique était donc de 20 shillings Est Africains pour une livre sterling.

Cette monnaie commune était émise par l'*East African Currency Board* qui, à ses débuts, eut son siège à Londres et ne se transféra à Nairobi qu'en 1960 où il obtint une autonomie opérationnelle totale. Cette Union fut dissoute en 1966 et une banque centrale fut créée dans chacun des Pays membres, banque autonome, chargée de l'émission de la monnaie locale. Il fut convenu, toutefois, que les nouvelles monnaies continueraient à être appelées: shillings, et que la parité entre elles serait conservée.

La *Bank of Tanzania* a été formée en juin 1966 et a immédiatement entrepris l'émission du shilling de la Tanzanie dont le poids d'or est égal à 124,414 mg d'or fin, et dont la parité avec le dollar des Etats-Unis est d'un shilling pour 0,14 dollars. La parité du shilling de Tanzanie avec le dollar n'a pas été modifiée en 1967 au moment de la dévaluation de la livre sterling anglaise.

Le 6 juin 1967 le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie ont signé le Traité qui a créé la nouvelle Communauté Est Africaine qui se propose de constituer un marché commun et l'intégration économique des trois Pays.

#### ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La forme juridique de cette *Bank of Tanzania* est celle de la *corporation* dont le capital de 20 millions de shillings est entièrement versé par l'Etat. Cette banque est dans l'obligation de constituer un fonds de « réserve générale » auquel doivent affluer 25% au moins des bénéfices nets de gestion, tant que le montant de ce fonds ne serait pas au moins égal au capital autorisé, en outre 12,5% au moins de ces bénéfices devront y affluer tant que le

montant du fonds n'excédera pas trois fois au minimum le capital autorisé. Le restant des bénéfices nets devra être versé à un « fonds consolidé » constitué pour couvrir les découverts éventuels des comptes du Budget du Trésor pouvant apparaître au moment de la clôture de l'année financière. D'éventuels profits et pertes dérivant de réévaluations et de dévaluations d'actifs ou de passifs en or ou en devises, de même que la contre-valeur du change de n'importe quelle unité monétaire, affluent à des comptes spéciaux « de réévaluation » dont le calcul est exclu de celui des profits et pertes annuels de la banque.

Le principal objectif de cette Banque est la promotion du développement du marché monétaire et de celui du crédit pour assurer la formation de conditions permettant d'atteindre les buts de la politique économique du gouvernement. Cette Banque est gérée par un Conseil d'administration auquel il appartient de fixer ses lignes d'action, d'approuver le bilan, de mener à bien les missions confiées à la banque aux termes de son statut ou d'autres lois gouvernementales.

Font partie du Conseil d'administration: le Gouverneur (qui le préside); le directeur général (qui en est le vice-président), le secrétaire général du Trésor; cinq conseillers. Le Gouverneur et le directeur général sont désignés par le Président de la République pour une période dont la durée sera déterminée à chaque fois dans le décret de nomination; ils sont tous deux rééligibles. Le secrétaire en chef du Trésor est membre de droit. Les cinq autres administrateurs sont nommés par le Ministre des Finances; leur mandat est de trois ans et ils sont rééligibles. Il y a incompatibilité entre la charge de conseiller et celles de: membre de l'assemblée nationale, fonctionnaire de l'Etat, administrateur, fonctionnaire, employé ou actionnaire d'une banque sur laquelle la Banque centrale est autorisée à exercer un contrôle.

Le Conseil d'administration est convoqué chaque fois que l'exige la conduite des affaires de la Banque, mais il doit se réunir au moins une fois tous les deux mois. Le quorum nécessaire pour que les réunions soient valides requiert la présence de quatre conseillers parmi lesquels le Gouverneur ou le directeur général. Lorsque des affaires urgentes ne permettent pas de convoquer à temps le Conseil, ou si, une fois le Conseil convoqué, le quorum n'a pas été atteint, les décisions peuvent être prises par le Gouverneur (ou, en son absence par le directeur général), d'accord avec le Secrétaire Général du Trésor. Ces décisions ont un caractère directement exécutoire, mais elles doivent être soumises à la ratification du Conseil dès sa première réunion ordinaire. Toutes les délibérations sont prises à la majorité des présents. En cas de parité le vote du président compte double. Le Gouverneur (ou, en son absence, le directeur général), ou le Secrétaire Général du Trésor, étant donné la nature de certaines opérations, ont le droit de demander une suspension des délibérations à prendre. Dans ces cas, les décisions doivent être prises au cours d'une réunion qui sera convoquée dans un délai de sept jours au moins à dater du jour de la demande de suspension.

Le Gouverneur dirige l'administration de la banque et préside les affaires courantes, conformément à la politique adoptée par le Conseil d'administration. En particulier, il est: le représentant de la Banque dans toutes les actions judiciaires ou poursuites devant toutes les juridictions; habilité à signer au nom de la Banque, seul ou conjointement avec d'autres personnes, selon la nature des documents ou des conventions à parapher; il a la faculté de déléguer ses pouvoirs de direction sur des sections déterminées de la Banque: soit à un membre du Conseil, soit à un fonctionnaire de la Banque.

Le directeur général est responsable des affaires courantes et remplit les missions que lui confie le Gouverneur; il a tous pouvoirs d'agir au nom du Gouverneur en l'absence de celui-ci. Dans l'accomplissement de sa tâche il dépend uniquement du Gouverneur.

#### RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ETAT

La *Bank of Tanzania* est le conseiller financier des ministres des affaires économiques pour tout ce qui a trait à l'élaboration et à l'exécution de la politique monétaire et des plans de développement. Elle est, également, le banquier et l'agent financier aussi bien de l'Etat que de n'importe quelle autre autorité publique requérant son aide. Dans l'accomplissement de ces fonctions la banque ouvre au nom des organismes intéressés des comptes non productifs d'intérêt et exonérés de tous frais et commissions, sur lesquels elle accepte des dépôts et effectue des paiements opérant directement sur les places où sont situés ses guichets, et par l'intermédiaire d'une autre banque dans les localités où elle n'est pas représentée.

Pour compenser les impasses budgétaires éventuelles entre les recettes et les dépenses du Trésor, la Banque peut faire des avances au gouvernement jusqu'à 20% au maximum du revenu prévu pour le budget de l'Etat pendant l'année financière en cours. La durée de ces concours ne peut excéder trois cents jours. Toute avance consentie à l'Etat est productrice d'intérêts à un taux fixé à chaque fois entre les parties intéressées, mais qui ne peut, en aucun cas, être inférieur à 3% l'an.

Parmi les missions accomplies par la Banque centrale pour le compte de l'Etat, il en est une qui revêt une importance considérable: il s'agit du service de la dette publique qui comprend

l'émission et la gestion des Bons du Trésor ainsi que des autres valeurs à court et moyen terme émises ou garanties par l'Etat. La Banque peut acheter, négocier, et posséder des titres émis ou garantis par le gouvernement, à condition que leur échéance ne dépasse pas douze mois à dater du jour de leur achat par la Banque. La quantité de titres en sa possession, ajoutée à celle des titres de même nature pris en garantie d'avances consenties à d'autres instituts de crédit, ne peut à aucun moment dépasser 25% des recettes inscrites au budget prévisionnel de l'Etat pour l'année financière en cours; de plus le montant total des titres jouissant uniquement de la garantie de l'Etat ne peut excéder 10% des prévisions de recettes mentionnées plus haut.

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Le droit d'émettre la monnaie est réservé exclusivement à la Banque centrale. En conséquence, elle est compétente aussi bien pour effectuer toutes les opérations génératrices d'une nouvelle émission, que pour contrôler tout ce qui est susceptible de provoquer des fluctuations de la valeur de la monnaie à l'intérieur et à l'extérieur. Rentre dans le cadre de ses attributions: le droit d'effectuer des transactions sur l'or, les devises et les valeurs étrangères, à l'intérieur comme à l'étranger, ses contreparties étant des banques, des instituts financiers internationaux ou des autorités gouvernementales. La banque est tenue de constituer une réserve « étranger » dont le montant devra, à tout moment, être au moins égal à la valeur de quatre mois d'importations calculée d'après la moyenne mensuelle des importations effectuées au cours des trois dernières années. Cette réserve devra comprendre de l'or, des devises convertibles en or, des valeurs émises ou garanties par des gouvernements étrangers ou des organisations financières internationales.

La Banque de Tanzanie opère en tant que banque des banques, et comme telle, le volume et la destination du crédit distribué par le système bancaire sont réglés par ses soins. Elle fixe les plafonds du crédit soit dans leur ensemble, soit par secteur, leur détermination a lieu selon une échelle de priorités afin de fournir la meilleure contribution possible à l'expansion de l'économie nationale, tout en sauvegardant la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie. Dans ce but, la Banque centrale fixe le taux de l'escompte, délimite les minima et les maxima des taux actifs et passifs que devront appliquer les banques commerciales et les autres instituts de crédit, enfin elle prescrit les limites de la réserve obligatoire. La Banque centrale peut exiger le maintien de pourcentages de réserve différents pour les divers types de passivités à condition que le total de l'ensemble des réserves imposées ne dépasse pas 20% des dépôts et des autres passivités.

Toute variation des pourcentages de réserve obligatoire doit être communiquée directement aux instituts intéressés et devient exécutoire trente jours après cette notification. Les banques n'ayant pas les réserves minima qui leur ont été imposées sont passibles d'une pénalité pouvant atteindre 0,1% par jour tant que le montant de la réserve n'est pas conforme. Le montant de cette pénalité peut être prélevé par la Banque centrale soit en le déduisant de la réserve obligatoire, soit en le prélevant sur d'autres dépôts de la banque défaillante.

La Banque centrale a la faculté de réescompter aux autres banques des effets commerciaux, des billets à ordre ou d'autres titres de crédit émis pour financer des productions industrielles ou agricoles, la commercialisation ou la conservation des récoltes, l'importation ou l'exportation des produits de la terre ou d'autres biens. Pour être réescomptables, les titres de crédit devront être revêtus de deux signatures au moins, l'une d'elles apposée pour

endos ou pour acceptation, par une banque et dont l'échéance n'excède pas cent quatre vingt jours. A titre exceptionnel, pour des motifs d'intérêt public, la Banque peut accepter au réescompte des effets dont l'échéance est fixée à deux cent soixante jours de la date de présentation.

Si nécessaire, la Banque centrale peut refinancer les banques commerciales en leur accordant des prêts ou des avances qui devront être consentis pour des périodes fixes n'excédant pas six mois, et qui devront être garantis par des gages sous forme de titres ou de valeurs d'une autre nature. La banque fixe de manière autonome les conditions et termes auxquels, à chaque fois, elle consent des crédits aux autres banques.

Avec l'approbation du Ministre des Finances, la Banque peut enfin: souscrire, posséder et vendre des actions de toute société directement constituée par l'Etat ou sur son accord, lorsque la société a pour objet la promotion du développement du marché monétaire ou celle des titres mobiliers du Pays, ou encore qu'elle tend à intégrer le système des institutions financières qui subviennent aux besoins du développement économique de la Tanzanie. La valeur globale des actions détenues par la Banque ne devra à aucun moment dépasser 50% du montant global de son capital et de sa réserve générale.

#### SYSTÈME BANCAIRE

Ce sont principalement les grandes banques d'outremer anglaises qui ont développé le système bancaire. Au début de 1967, sept filiales de banques étrangères exerçaient leurs activités dans le Pays où elles étaient enregistrées conformément à la loi bancaire de la République Unie (*Bank of Baroda; Bank of India; Barclays Bank; General Bank of Netherlands; National Bank of Pakistan; National and Grindlays Bank; Standard Bank*); deux banques créées

en Tanzanie et appartenant à des intérêts privés comme la *Commercial Bank of Africa*, ou, dont le capital est à l'Etat à raison de 60% et aux autres banques commerciales à raison de 40% comme la *Tanzania Bank of Commerce*; deux banques d'Etat (la *National Co-operative Bank* et la *People's Bank of Zanzibar*). Le décret de nationalisation promulgué en février 1967 a englobé les neuf premières banques dont les activités et les passivités ont été transférées à une nouvelle banque nationale constituée au moment même de la nationalisation.

Le système bancaire de la Tanzanie comprend aujourd'hui: trois banques commerciales (la *National Bank of Commerce*; la *National Co-operative Bank*; la *People's Bank of Zanzibar*); la Caisse d'épargne postale; quelques instituts spéciaux de crédit; des banques de développement et des instituts financiers.

La *National Bank of Commerce* est la plus importante banque commerciale du Pays. Elle a été créée par la loi du 15 février 1967 et son capital autorisé est de 100 millions de shillings. Son objectif est de fournir les services bancaires adéquats dans tout le Pays et elle est autorisée à effectuer tous les types d'opérations bancaires. A ses débuts elle a opéré dans le domaine des activités traditionnelles des banques commerciales; elle a par la suite étendu son domaine d'activités aux financements à moyen terme.

La Caisse d'épargne postale joue un rôle actif dans la collecte de l'épargne. Elle dispose de 120 guichets et peut offrir au public un service efficient sur toute l'étendue du Pays. En vue de réduire le coût des opérations la Caisse exige un dépôt minimum de 20 shillings pour l'ouverture des comptes, et un minimum de 5 shillings pour chaque transaction.

Ces dernières années un puissant encouragement à la formation de l'épargne a été donné par les Caisses mutuelles (*Credit Unions*); on en comptait environ 120 ayant plus de 17.000 mem-

bres adhérents à la fin de 1967. Si le montant global collecté par ces institutions n'est que modeste en valeur absolue, leur importance réside dans le rôle social qu'elles jouent en diffusant les principes de l'épargne, surtout parmi les populations rurales.

La distribution du crédit à l'agriculture est effectuée, non seulement par la *National Co-operative Bank*, qui assure aux coopératives agricoles le crédit saisonnier pour financer les récoltes, mais aussi par la *National Development Credit Agency*. Cette dernière octroie des crédits aux agriculteurs pour l'achat de matériel d'exploitation (cheptel vif ou mort), fertilisants, insecticides, et semences sélectionnées.

En vue de financer les activités industrielles et les initiatives prévues par les plans de développement économique on trouve quelques organismes, parmi ceux-ci la place prépondérante revient à la *National Development Corporation* qui appartient au gouvernement, et la *Tanganyika Development Finance Company* constituée avec la participation de l'Etat et de capitaux étrangers (britanniques et allemands). Pour le financement des petites entreprises industrielles rappelons qu'il existe en outre la *Workers Development Corporation* affiliée à la *National Union of Tanganyika Workers*.

La *National Development Corporation* a formé en 1967 un Fonds fiduciaire, la *Tanzania Finance Co. Ltd* dont le capital autorisé est de 40 millions de shillings. La participation de l'institut promoteur est de 22 millions de shillings (soit 55% du capital) et a été obtenue avec l'apport des actions de huit industries locales. Le Fonds a par la suite investi ses ressources en actions d'un grand nombre d'institutions nationales, y compris une participation de trois millions de shillings au capital de la Banque centrale. Le Fonds se propose d'attirer l'épargne des petits investisseurs à l'aide d'une politique fixant un coût peu élevé aux quotas de participation.

L'Etat et la *Commonwealth Development Corporation* ont pris des parts égales pour constituer la *Permanent Housing Finance Company of Tanzania Ltd.* dont l'objectif est la collecte de l'épargne et l'octroi de prêts hypothécaires nantis par des propriétés foncières destinées à la construction d'habitations.

Rappelons, pour conclure, qu'après la création du Marché Commun de l'Afrique de l'Est, les Pays participants (Tanzanie, Kenya et Ouganda) ont formé une *East African Development Bank* dont le siège est à Kampala au capital de 400 millions de shillings, dont 240 millions sont versés, et qui, de par son statut, doit effectuer 38,75% de ses investissements en Tanzanie.

